Soudan : trente ans de pouvoir militaro-islamiste, bilan et perspectives

Pr Marc Lavergne
Géopolitologue
Directeur de recherche au CNRS
Laboratoire Monde arabe et méditerranéen
Université de Tours (France)

Ce printemps 2019, le Soudan se trouve emporté dans un nouveau tournant de son histoire. La crise économique qui a éclaté depuis janvier 2018 s'est accentuée jusqu'à un point de rupture. La population des villes est dans la rue, et sa mobilisation est encadrée par des organisations syndicales et politiques, héritières d'une longue tradition, et réapparues au grand jour : elles revendiquent la chute du régime et le retour à un gouvernement civil et démocratique. Le général Omar Al Béchir, président de la République depuis 1993, a été déposé par ses pairs et remplacé par un Comité militaire qui s'est doté pour deux ans des pleins pouvoirs.
Ce qui fut le plus grand pays d'Afrique (plus de cinq fois la France), peuplé aujourd'hui au Nord de plus de 40 millions d'habitants, s'est surtout signalé depuis 30 ans, par une série d'épisodes dramatiques : soutien à l'islamisme militant et au terrorisme international, intensification de la guerre contre le Mouvement de Libération des Peuples du Soudan (MPLS), fondé en mai 1983 par le colonel John Garang, qui aboutira à un accord de paix en janvier 2005, suivi de l'indépendance du Soudan du Sud en juillet 2011 ; contre-insurrection dévastatrice au Darfour à partir de 2003, dont la complexité est décrite par Gérard Prunier dans son ouvrage *Darfour, un génocide ambigu* 2006.Entre les guerres civiles meurtrières aux périphéries marginalisées du pays, la répression de toute opposition politique dans les centres urbains et la capitale, la politique assumée de subversion envers les pays voisins, et au-delà, le soutien au terrorisme international, le Soudan n'a guère connu la paix, et a pu être qualifié d'Etat failli, par Richard Cockett, dans *« Sudan, Darfur and the failure of an African State,* 2010. La société soudanaise a été profondément transformée par de vastes mouvements de migrations forcées depuis les zones de guerre ou les campagnes déshéritées vers les villes, d'émigration des cadres vers les pays du Golfe et de la jeunesse vers l'Occident, sur fond de boom pétrolier et de prospérité relative cantonnée à la capitale durant la première décennie 2000.

L'histoire d'une faillite

On peut ainsi distinguer trois phases dans l'évolution du pays depuis 1989 :

- la période 1989-1996 voit la mise en œuvre de la politique radicale prônée par Hassan el Tourabi, fondateur du Front National islamique et instigateur du coup d'État militaire du 30 juin 1989 : sur la scène intérieure, répression de toute opposition civile et mise au pas de la société ; guerre d'anéantissement des rebellions armées des régions marginalisées, du Sud et des monts Nouba en particulier, avec proclamation du *jihad* et appel à des forces supplétives par une politique de la terre brûlée contre la population et tentatives de division du mouvement sudiste, le Mouvement pour la Libération des peuples du Soudan (MPLS) ; sur la scène internationale, stratégie d'exportation de la révolution islamique, par l'organisation de conférences arabo-islamiques annuelles et soutien à tous les mouvements révolutionnaires islamistes, du GIA algérien au mouvement d'Abu Sayyaf aux Philippines, en passant par le Jihad islamique palestinien, et dont le Vénézuélien Carlos et le Saoudien Ben Laden et son organisation Al-Qaïda, installés à Khartoum, seront les personnages les plus en vue ;
- la deuxième période de1996 à 2011) a débuté après la tentative d'assassinat du président égyptien Moubarak par la Sécurité soudanaise à Addis Abeba, en 1995 : le Soudan est alors placé sous embargo et sanctions américaines, puis de l'ONU en 1997, et bombardé en août 1998 par des missiles américains, suite aux attentats contre les ambassades américaines de

Nairobi et Dar es Salam.

Hassan el Tourabi est progressivement écarté du pouvoir, et créé un mouvement d'opposition islamiste, avant d'être mis résidence surveillée puis emprisonné. Le général Omar al Béchir émerge alors comme l'homme fort du régime ; le début de l'exportation de pétrole vers la Chine et la Malaisie assagit les dirigeants, qui amassent des fortunes colossales et tentent de se rapprocher de l'Occident en ne gardant de l'idéologie islamiste que l'appareil de répression sociale et politique. L'arrivée à la présidence des États-Unis de George Bush en janvier 2001 ouvre une tentative de règlement négocié de la question soudanaise : cessez-le-feu dans les monts Nouba en 2002, suivi de négociations avec le mouvement rebelle sudiste sous l'égide de l'Intergovernmental Authority on Development (IGAD)). Celles-ci aboutissent à un accord de paix global signé à Naïvasha en janvier 2005 : après une période intérimaire de six ans, le Soudan du Sud choisit l'indépendance par référendum, en juillet 2011. Mais les négociations de paix et l'implication américaine ont entraîné une revendication similaire du Sudan Liberation Movement (SLM), basé au Darfour, province de l'Ouest elle aussi déshéritée et négligée par le gouvernement central. La contre-insurrection déclenchée par l'armée appuyée par des milices tribales, les *janjawid*-s, dégénère en massacres et déplacements massifs de la population : en quelques mois, elle fera 300 000 victimes et 2, 5 millions de déplacés. Une mobilisation humanitaire sans précédent à l'échelle mondiale est déclenchée en 2003, mais elle n'aura pas d'impact sur le règlement de la question ni sur le sort des victimes.

- La troisième phase, qui débute en 2011, est marquée par la dégradation rapide des relations avec le Soudan du Sud, autour du partage des revenus pétroliers, le Nord ayant perdu les 4/5 de la production, qui revient au Sud. La prospérité relative acquise durant la première décennie des années 2000, concentrée à la capitale, s'évanouit, d'autant que la crise de 2008 frappe le Soudan, qui vit désormais à l'heure du Golfe. Le gouvernement s'ouvre alors aux capitaux chinois, lance une politique d'investissements hydro-agricoles, développe une industrie d'armements, et tente de se rapprocher de ses voisins, maniant à la fois la subversion, de la Somalie à la République Centrafricaine, et la médiation dans des conflits comme la guerre civile au Sud-Soudan à partir de décembre 2013. Le régime échappe aux bouleversements des « Printemps arabes », mais doit affronter en 2013 une contestation de la jeunesse de la capitale, qu'il mate brutalement. A bout de ressources, il rompt en 2017 ses relations avec l'Iran, et rejoint la coalition saoudienne contre le mouvement houthiste au Yémen. Les États-Unis lèvent en octobre 2017 les sanctions qui le frappent depuis vingt ans. Le régime essaie de monnayer son soutien aux efforts de l'Union Européenne pour stopper le flux des migrants qui le quittent pour rejoindre l'Europe, par l'Égypte ou la Libye. Mais même la découverte des gisements aurifères en différents points du pays, des montagnes de la mer Rouge au Darfour, ne permet pas de combler les pertes dues à la baisse des revenus pétroliers. Le régime, fortement soutenu par la Chine, et la Russie, maintient de bonnes relations simultanément, avec le Hamas, le Qatar et la Turquie : mais cette politique ambivalente ne lui permet pas de rétablir ses finances, et le pays s'enfonce dans une crise financière qui provoque la chute du président, sacrifié par l'armée pour se maintenir en place.

Vers l'épreuve de force

La situation actuelle apparaît encore comme très volatile et incertaine : la mise à l'écart du président masque mal le refus de répondre aux aspirations de la population. Mais celle-ci, désormais encadrée par des mouvements politiques et sociaux rassemblés en une coalition, n'est pas résignée à voir ses espoirs bafoués. Dans l'épreuve de force engagée, quels sont les atouts des deux camps ?

L'armée soudanaise, colosse aux pieds d'argile

L'armée soudanaise est apparemment puissante ; avec 150 000 hommes environ, elle parait aguerrie par vingt an de guerre au Sud, de 1983 à 2003. En réalité, son professionnalisme a été entamé par le primat accordé à l'idéologie et par la corruption et l'affairisme de ses chefs ; elle n'a pas réussi à mater

la rébellion du MPLS au sud, ni même les mouvements rebelles du Darfour, des monts Nouba-Nouba, ou du Nil Bleu. Les troupes, souvent originaires des régions les plus pauvres du pays, sont peu motivées et difficiles à engager contre leurs terroirs d'origine. Le pouvoir a donc fait appel à des milices tribales, appuyées par l'aviation (bombardiers Antonov et hélicoptères de combat), ne ciblant que les civils, et évitant de se mesurer avec les forces rebelles plus motivées et connaissant mieux le terrain.

Le National Intelligence and Security Sercice (NISS), Gestapo de l'Etat profond

L'appareil de sécurité est dominé par le NISS, véritable colonne vertébrale du régime. qui contrôle l'ensemble de la population. Il est en liaison étroite avec la CIA et les services de renseignement occidentaux, auxquels il livre depuis 2001 toutes les informations en sa possession sur les mouvements terroristes islamistes, du Sahel à l'Afghanistan. Son chef Salah Gosh, prétendant à la succession d'Omar el Béchir. avait été mis à l'écart puis emprisonné avant de revenir sur le devant de la scène depuis un an. Il est apprécié aux États-Unis comme en Europe où il se rend fréquemment pour coordonner son action avec celle de ses homologues occidentaux et traquer le opposants au régime, et sa mise à l'écart par le Comité militaire peut n'être qu'une manœuvre de diversion, ou une tentative d'écarter un concurrent dangereux.

Anciens enjeux et nouveaux acteurs

Prédation et prébendes

Armée et renseignements accaparent 80 % du budget national : on estime à 70 milliards de dollars les revenus du pétrole qui se sont évaporés sans laisser de trace en vingt ans. Les privilèges qui sont accordés aux hauts dignitaires sont multiformes : avantages en nature tels que véhicules, logement, voyages à l'étranger, et surtout trafics (prélèvements sur les migrants et les passeurs, les orpailleurs, etc.), allocation de vastes domaines agricoles, et participation au complexe militaro-industriel : le Soudan a développé une industrie d'armement prospère, dont les produits (armes légères, véhicules blindés, et même aéronefs sous licence) rencontrent un grand succès sur les foires internationales. Les fortunes ainsi acquises sont placées dans les banques occidentales ou investies dans l'immobilier à Dubaï, en Malaisie ou en Chine.

Une société en voie d'urbanisation rapide...

Dans un contexte d'ouverture économique aux capitaux étrangers en provenance de Chine, des pays du Golfe et de Turquie, une classe moyenne urbaine engagée dans les activités commerciales et de service s'est développée : celle là même, éduquée et ouverte sur le monde, qui est aujourd'hui dans la rue, ayant vu ses revenus s'effondrer avec la crise financière de l'Etat. Cette classe moyenne s'était accommodée du régime qui lui avait accordé un semblant de libéralisation politique et culturelle, malgré les restrictions qui visent en particulier les femmes. La société soudanaise a donc beaucoup changé en trente ans de dictature, et les réseaux sociaux lui donnent accès au monde, devenu plus proche par le biais de l'émigration vers le Golfe ou vers l'Europe.

...pour une offre politique dépassée

Cette société urbanisée prend le pas dans le champ politique sur les forces qui structuraient naguère la société autour de partis et de mouvements confrériques ancrés dans les campagnes. Ceux-ci sont désormais incapables de répondre aux nouvelles aspirations de la jeunesse. La représentativité de ces forces traditionnelles, conservatrices ou progressistes, est aujourd'hui sujette à caution, en l'absence d'élections libres depuis trois décennies. La présence parmi les manifestants et les victimes de jeunes tiquetés communistes, bassistes,, nassséristes ou nationalistes arabes, pose question : quelle est

aujourd'hui leur audience, quel est l'État de leur réflexion sr l'avenir du pays ? En corollaire, on peut se demander quels partis, quels orientations politiques peuvent surgir du mouvement en cours, si celui-ci est appelé à se poursuivre ?

Les nouveaux acteurs de la mobilisation sociale

Une première réponse est apportée par les formes prises par l'encadrement du mouvement de protestation. L'opposition s'est regroupée dans des collectifs aux contours variables, en vue d'entrer en négociation avec le régime : c'est en particulier le cas du Sudan Call, regroupant les mouvements de rébellion armée des régions périphériques, d'un côté, et les partis dits traditionnels des villes et des campagnes du Soudan « central » de l'autre. Le rapprochement de ces deux groupes a toujours été handicapé par une méfiance mutuelle : les représentants des peuples marginalisés des périphéries se méfient du dédain à leur égard de la part des élites du Soudan « central », qu'ils suspectent de vouloir pactiser avec le pouvoir dont ils sont proches patr les liens tribaux, familiaux ou confrériques. Mais ces deux groupes sont eux-mêmes divisés, et leur union sous une même bannière face au régime est toujours fragile.

Les rebelles armés sont divisés sur des bases régionales ou idéologiques, et le MPLS-Nord, qui cherche à rapprocher lutte armée et opposition civile, tout en gardant l'espoir d'un réunification du Soudan, se trouve contesté par des groupes hostiles à toute négociation avec Khartoum.

Du coté de l'opposition civile, la palette des forces traditionnelles subsiste, avec mouvements islamiques conservateurs et partis progressistes qui ont la faveur de la jeunesse estudiantine et des syndicats ouvriers. Mais l'audience réelle des partis nés du régime islamiste est mal connue : le Congrès National qui domine l'Assemblée nationale, est une formation de notables qui ont bénéficié du régime, tandis que le Congrès National Populaire en est une scission qui cherche à maintenir l'agenda initial de la « Révolution de Salut Public » de Hassan el Tourabi, visant à élargir la base ethnique et sociale du pouvoir, au delà des tribus de culture arabo-musulmane de la vallée du Nil.

Des formations syndicales autonomes ont subsisté, et forment le moteur du mouvement de protestation, selon une tradition éprouvée. Ces syndicats réunissant les professions libérales et les diplômés apportent compétence et légitimité au mouvement populaire. Ils ont conservé leur capacité à s'organiser dans la clandestinité, et sont à l'origine d'un programme de gouvernement reposant sur des technocrates voués à la remise en état du pays durant une période de transition.

Le pays n'est pas dépourvu de cadres de qualité, et d'une maturité politique des jeunes générations en dépit de la chape de terreur qu'a subi le pays. La question qui se pose est de savoir si la diversité de la société soudanaise, qui a longtemps structuré celle-ci en groupes distincts, a suffisamment été diluée dans la modernité pour que puisse émerger une volonté et une capacité commune de prendre en mains le destin du pays.